



Déclaration liminaire FNEC FP FO 11

Monsieur le Directeur Académique

Vous avez choisi de faire non pas un CTSD de rentrée mais un CTSD bilan de rentrée. Pour la FNEC FP FO, le bilan se résume en une phrase « il manque de tout ! » Il manque des AESH, il manque des postes d'enseignants, il manque des remplaçants, il manque des maîtres spécialisés, il manque des psychologues scolaires, il manque des administratifs...

Pour les AESH, les recrutements effectués et les choix imposés aux équipes pédagogiques de « privilégier » les accompagnements pour les élèves ayant une notification individuelle ne changent en rien la réalité du terrain : des enfants avec une notification individuelle ou mutualisée ne sont pas accompagnés.

Lors du dernier CDEN avec la FSU et le SNALC nous avons posé un avis concernant les évaluations d'école. A ce jour, le Ministre a suspendu ce dispositif. Les collègues n'ont pas besoin d'évaluations d'écoles pour discuter en interne du fonctionnement de l'école. Cela existe déjà : il s'agit des conseils de maîtres et ils font partie de nos 108h d'ORS.

Nous vous demandons d'informer clairement les écoles et les directeurs que cette opération n'est pas obligatoire, qu'elle ne peut relever que du volontariat, et de nous assurer qu'aucune pression ne sera exercée sur les équipes ou les collègues qui refusent d'y participer, y compris quand elles sont mises en place par le directeur. Les IEN doivent informer que tout personnel peut refuser d'y participer, pour ne pas laisser penser insidieusement qu'elles sont obligatoires. Notre fédération continue de demander l'abandon de ces évaluations.

En une décennie, la voie professionnelle a subi trois réformes, la dernière datant de 2018. Ces réformes ont amené de profonds changements sans avoir tiré un quelconque bilan. Le projet du président Macron de transformer les lycées professionnels sur le modèle de l'apprentissage constitue un véritable danger pour l'avenir scolaire et professionnel d'1/3 de la jeunesse lycéenne - celle-là même qui concentre le plus de difficultés sociales, économiques et scolaires - Augmenter le nombre de semaines de stage c'est le risque de centaines d'heures d'enseignement en moins pour les jeunes qui en ont le plus besoin. C'est aussi compromettre leur réussite aux examens et leurs poursuites d'études alors même que le diplôme est toujours un rempart contre les risques de chômage. Il est inacceptable que les ouvertures et fermetures de filières soient décidées uniquement au prisme des besoins locaux et immédiats des entreprises de proximité : chaque élève, quel que soit son lieu de vie, doit pouvoir accéder à une formation professionnelle de son

choix et toutes et tous doivent bénéficier d'un cadrage national des volumes horaires disciplinaires. La FNEC FP FO appelle les collègues des établissements professionnels à se mettre en grève le 18 octobre.

Alors que quelques semaines après la rentrée 2022, les postes et les personnels manquent, les classes sont souvent surchargées, les premiers problèmes de remplacement surgissent, l'enseignement spécialisé est réduit à peau de chagrin..., Le budget 2023 prévoit que 2 000 postes d'enseignants seront supprimés à la rentrée 2023 : 1000 dans le premier degré public, 500 dans le second degré public qui se rajoutent aux 7900 postes supprimés depuis 5 ans, et 500 dans l'enseignement privé.

La FNEC FP-FO revendique au contraire les créations de postes nécessaires, le recrutement de personnels statutaires par le biais de concours exceptionnels, dès le niveau licence, ou des listes complémentaires (nous revendiquons le recrutement des 300 restants dans le premier degré) ainsi que la titularisation des personnels contractuels qui le souhaitent.

Aucune création de postes n'est prévue dans les autres corps, alors que l'École manque de tout (personnels administratifs, infirmiers, médecins, assistants sociaux, personnels de direction...).

Pourtant vous avez fait le choix de retirer un enseignant en poste devant élèves de sa classe. En toute opacité vous lui avez créé un poste qui n'a pas été offert à l'ensemble des agents de l'Aude. Au regard de ce passe-droit l'on pourrait croire qu'il y a eu du favoritisme à l'égard d'une ancienne élue. La FNEC FP FO 11 dénonce ce manque de transparence et cette partialité.

Concernant les salaires justement, préoccupation principale de nos collègues, 935 millions d'euros seraient prévus pour les enseignants : 635 millions d'euros consacrés à la revalorisation inconditionnelle des enseignants mais seuls les enseignants en début de carrière la percevraient. Où sont les promesses du président de la République de 10 % pour tous ?

La FNEC FP FO 11 apporte son soutien aux raffineurs en grève et condamne la répression gouvernementale qui se manifeste sous la forme des réquisitions de personnels, grave atteinte au droit de grève.

La FNEC FP FO 11 se félicite du communiqué commun des confédérations (FO, CGT, CFDT avec notamment la FSU, Solidaires qui affirment « *qu'elles sont, comme la majorité de la population, fermement opposées à tout recul de l'âge légal de départ en retraite et à une augmentation de la durée de cotisation* » et « *qu'elles n'hésiteront pas à construire tous les moyens d'action nécessaires si le gouvernement demeurerait arc bouté sur son projet.* ».

Afin de mettre en échec toute contre-réforme des retraites, et tous les mauvais coups portés par le gouvernement et son ministère de l'EN, la FNEC FP FO 11 prépare la mobilisation ! Pour nos collègues, une chose est claire : on ne se laissera pas faire !